

CONTRIBUTION de M. CLAVERIE Thierry
A L'ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIVE AU PROJET DE CREATION DE L'USINE VIRBAC

Cette contribution ne porte pas sur l'opportunité du projet, mais sur les interrogations liées aux nuisances éventuelles qu'elles pourraient générer.

Ma contribution ne remet pas en cause le choix de l'implantation qui semble pertinent (cf extrait de l'Etude d'Impact de la société VIRBAC ci-dessous). Elle a pour but de soulever quelques questions restant à mon sens en suspend sur les risques de nuisances olfactives, la gestion de l'eau, le traitement des eaux usées et l'augmentation du trafic routier au niveau du rond-point de l'accès au péage autoroutier.

Le choix du site de la ZAC MITRA présente des avantages indéniables :

- Localisation en ZAC autorisant les constructions d'installations à usages d'activités multiples, artisanat, industries et services, relevant éventuellement du régime d'installations classées (ICPE notamment) ;
- Bonne desserte routière (A54) et commerciale (aéroport de Nîmes Grande Provence Méditerranée) en limitant la traversée des zones d'habitations ;
- Implantation en aval des vents dominants (Mistral) présentant majoritairement une direction opposée au centre du village de Garons. **Il ne faut cependant pas négliger les vents du Sud qui sont de plus en plus fréquents et qui peuvent engendrer des nuisances sonores et olfactives pour les Garonnais.**

(Extrait de l'étude d'impact)

I.3. CHOIX DE L'IMPLANTATION

Plusieurs scénarii ont été envisagés pour assurer le développement futur de Virbac Nutrition :

- Création d'un projet pouvant accueillir les activités Pet-food et Pet-care ou séparation de ces activités en deux sites (existants ou nouveaux),
- Implantation à proximité de l'usine de Vauvert ou implantation plus lointaine, voire délocalisation à l'international (Pologne).

Plusieurs critères sont entrés en jeu dans la réflexion :

- Enjeux sociaux (conservation des emplois et des compétences techniques des salariés de Vauvert),
- Capacité d'approvisionnement et de transport des produits (proximité de voies de transport adaptées),
- Enjeux environnementaux (sensibilité écologique, risques naturels...),
- Exigences et conformité aux documents d'urbanisme.

Compte tenu de ces critères, 3 sites se sont dégagés dans un rayon d'environ 20 km autour de Vauvert et un quatrième à l'export.

Analyse comparative				
Avantages				
Inconvénients				
Sans impact				
Thématique	ZAC Mitra	Vauvert - Petite Camargue	Vauvert - St Mamet (propriétaire du terrain)	Pologne
Type d'activité	Pet-food et Pet-care	Pet-food et Pet-care	Pet-food uniquement Accolé au site existant de St Mamet Usine en deux parties, pilotage difficile Site existant de Vauvert : transformation de la partie process amont au site actuel	Pet-food et Pet-care
Accessibilité	A54 et Aéroport Nîmes Garons ZAC : réseaux déjà implantés, raccords courts	A9 et, à une distance plus importante, aéroport Nîmes Garon	A9 A proximité immédiate du site existant de Vauvert	Localisation précise non définie
Emplois	Plan d'accompagnement à prévoir ZAC établie pour le développement économique de la métropole (intérêt public majeur), dans un contexte de chômage important	Conservation de 100% des compétences	Conservation de 100% des compétences	Perte de compétence Perte d'emplois
Sensibilité écologique	Inventaires déjà réalisés au droit de la ZAC et complétés dans le cadre du projet Absence d'enjeu	Inventaire complet à réaliser : incertitude sur les espèces potentiellement présentes Enjeu inconnu / délai non maîtrisé	Inventaire complet à réaliser : incertitude sur les espèces potentiellement présentes Enjeu inconnu / délai non maîtrisé	Localisation précise non définie
Risques naturels	Remontée de nappe, retrait-gonflement des argiles	PPRI : une partie du site serait en zone R-NU (zone non urbaine inondable par un aléa résiduel)	Remontée de nappe, retrait-gonflement des argiles	Localisation précise non définie
Paysage Urbanisme	Insertion dans une ZAC, terrains voisins déjà anthropisés	Insertion dans une zone majoritairement agricole	Insertion dans une zone déjà anthropisée, entre deux usines	Localisation précise non définie
Patrimoine	Présence de la voie romaine en limite de site Diagnostic archéologique effectué	Absence de monument historique, de périmètre de protection ou de site patrimonial remarquable	Absence de monument historique, de périmètre de protection ou de site patrimonial remarquable	Localisation précise non définie
Devenir de l'usine existante	Transformation en pôle d'innovation	Transformation en pôle d'innovation	Absence de revalorisation, mais transformation de la partie amont du process	Transformation en pôle d'innovation
Conclusion A l'analyse des critères sociaux et environnementaux envisagés, le terrain de Saint-Gilles est celui qui présente le plus d'avantages et a ainsi été retenu.				

Le projet s'implante sur deux parcelles de la ZAC Mitra, une située sur la commune de Saint-Gilles (30800), l'autre située sur la commune de Garons (30128) (**non précisée dans l'étude d'impact de la société VIRBAC**). La parcelle de Garons doit permettre l'accès à l'usine (**à confirmer**). Cela laisse imaginer que la non cession de la parcelle (AR 406 située sur la commune de Garons remettrait en cause le projet ?

Exposition au Bruit

Le projet s'implante au sud des habitations les plus proches de Garons (500m) sur un site inclus dans un secteur concerné par le classement des voies bruyantes terrestres (A54) et aériennes (aéroport de Nîmes Grande Provence Méditerranée). Les nuisances sonores même en phase de travaux ne devraient donc pas avoir d'impact négatif sur un secteur déjà très bruyant. Cependant le trafic routier notamment poids-lourds entre la gare de péage, le rond-point de la D442A et le chemin des Dardalounes devrait très significativement augmenter. Il ne faut pas occulter le projet SOPREMA qui engendrera une augmentation supplémentaire du trafic poids-lourds d'environ 60PL/jour.

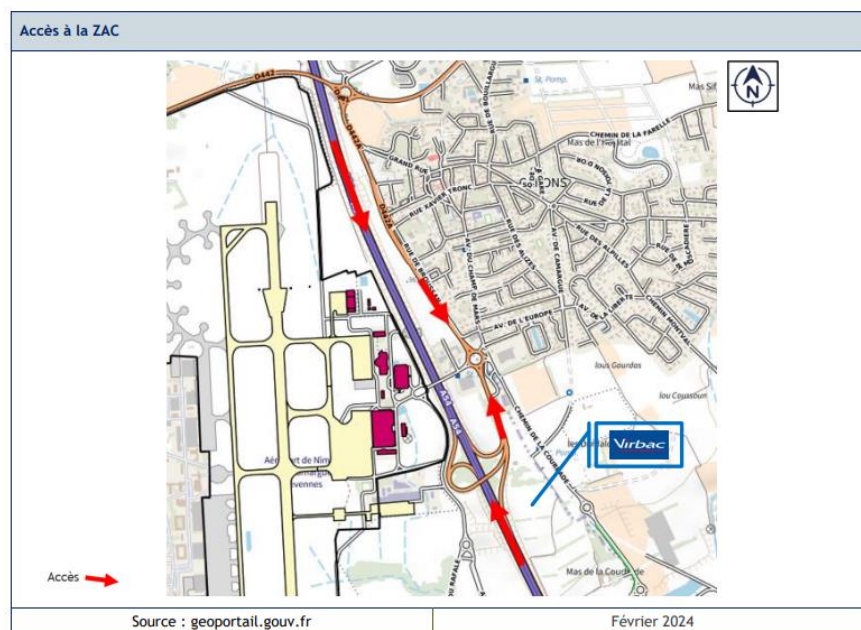
Si les nuisances sonores sont à minorer les nuisances liées au trafic routier dans ce secteur doivent impérativement être prises en compte. Un réaménagement du carrefour semble incontournable. Des voies dédiées au trafic entrant et sortant de l'A54 en direction de la ZAC seront nécessaires (sur le principe de ce qui est fait à la gare de péage de Nîmes-Ouest de la Zone KM/Delta).

(Extraits de l'étude d'impact)

VII.3. ACCES

VII.3.1 A LA ZAC

La ZAC est desservie directement par l'autoroute A54 et par la RD442A.
L'accès à la future usine s'effectue ensuite par l'avenue de l'escadrille.



VII.3.2 AU TERRAIN PROJETÉ

Un accès routier sera aménagé depuis le chemin de la Courbade.

L'impact du trafic routier estimé par VIBRAC est minimisé car il prend en compte la totalité du trafic sur l'A54 et ne distingue pas le trafic VL du trafic PL sur les RD 42 et RD 442.

VII.1.2 IMPACT DU TRAFIC ROUTIER

VII.1.2.1 Incidence sur le trafic

L'ensemble des matières entrantes, des produits sortants et des déchets générés par l'activité sera transporté par poids lourds.

L'incidence de l'augmentation de trafic sur les voies de circulation environnantes est précisée dans le tableau ci-dessous :

Voie routière	Trafic Moyen Journalier Annuel (en véh./j)	Projet	% d'augmentation maximale
RD442**	8 641	80 mouvements poids lourds/j 320 mouvements véhicules légers/j	4,6
RD42**	8 257		4,
A54 (nord)*	43 369		0,9
A54 (sud)*	40 459		1,0

* Donnée 2019 et **Donnée 2022 (www.data.gouv.fr)

Le trafic du projet ne se reportera pas intégralement sur toutes les voies. Ainsi, au plus, l'incidence sera de 2,8% sur la RD442 en considérant les hypothèses de trajet suivantes :

- 50% du trajet des poids lourds vers le Nord et 50% vers le Sud, via l'autoroute A54,
- 50% des salariés en direction de Vauvert, 50% vers l'autoroute A54 (25% vers le Nord et 25% vers le Sud).

NUISANCES OLFACTIVES

L'usine sera équipée de 4 cheminées et de dispositifs d'extraction :

- La cheminée de la chaudière alimentée au gaz naturel et fournissant la vapeur et l'eau chaude aux installations,
- Les cheminées de l'unité de traitement des émissions de la zone de fabrication Pet-food,
- La cheminée du dispositif de dépoussiérage de la zone de fabrication,
- La ventilation de l'unité de traitement des eaux usées industrielles,
- Les extracteurs (évents) des silos des matières premières.

L'Etude d'Impact de la société VIRBAC ne cache pas le dégagement d'odeurs en phase de production.

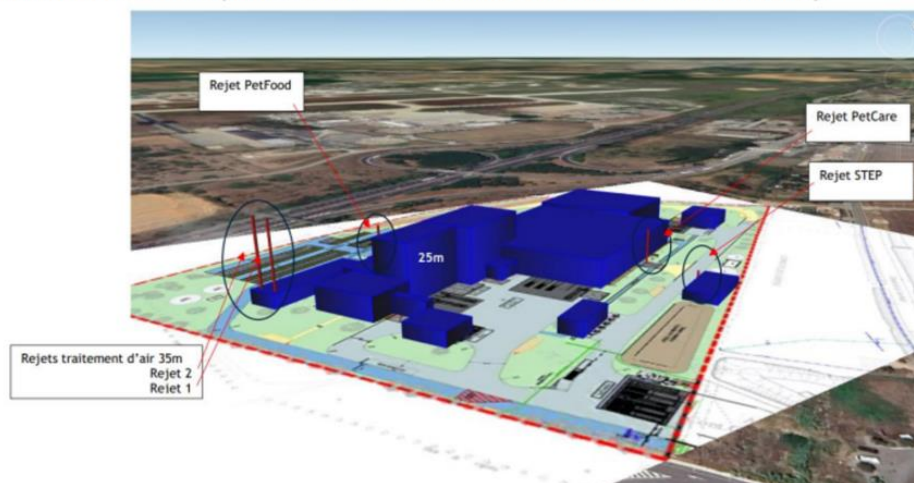
(Extraits de l'étude d'impact)

Les campagnes de mesures amènent aux constats suivants :

- Les débits mesurés aux différentes étapes de la chaîne de production sont stables et indépendants de la production considérée,
- La production qui apparaît comme la plus émettrice d'odeur est le JUSACAT,
- Les niveaux d'émission d'odeurs associés à cette production sont **très variables** : 85.10^6 UOE/t à 5600.10^6 UOE/t.
- L'étape la plus émissive de la chaîne de production est l'extrusion, la moins émissive, le broyage.

IV.4.2.2 Sources d'émission

Elles correspondent aux émissions de l'unité de traitement (Pet-food), de l'unité Pet-care et des dispositifs de ventilation et d'extraction (unité de traitement des eaux usées industrielles et événements des silos).



Sur la base de ces éléments, Virbac Nutrition a décidé de s'engager à respecter le centile 99,5 à 3 UOE/m^3 . Cet engagement signifie que pendant 99,5% du temps, la concentration d'odeur sera égale ou inférieure à 3 UOE/m^3 .

VIRBAC Nutrition s'engage à maintenir un niveau d'émission très acceptable (centile 99,5 à 3 UOE/m^3). Il s'agit de maintenir une concentration d'odeur à 3 UOE/m^3 pendant 99,5 % du temps de la production alors que la base couramment utilisée est de 5 UOE/m^3 pendant 90% du temps).

Ce résultat « estimé » est obtenu à partir d'un choix de technologie éprouvée (?) et contrôlée.

La chaîne de traitement des odeurs a été conçue en fonction des caractéristiques physiques des gaz à traiter (température, humidité, poussières) comme de leur composition chimique. Elle associe de trois technologies (Echangeur cyclonique/lavage/adsorption régénérative). Cette chaîne de traitement permet d'atteindre une efficacité d'abattement d'odeur de 99,5 %, avant dispersion.

Cette performance de traitement aboutit à un débit d'odeur cumulé en sortie des deux cheminées du site de 294.10^6 UOE/h .

Les résultats des études de modélisation par rétrodispersion³ ont permis de relier cette dernière valeur avec l'engagement de respecter 3 UOE/m^3 au centile 99,5 en n'importe quel point géographique en dehors du site.

(Extraits de l'étude d'impact)

VIII.5.5 SURVEILLANCE DES ODEURS

VIII.5.5.1 Objectifs

- Assurer le suivi en continu des émissions d'odeurs pour prévenir les nuisances odorantes et garantir le respect des normes environnementales et réglementaires
- Réduire les impacts : Minimiser les impacts des émissions d'odeurs sur les communautés environnantes
- Maintenir une vigilance constante sur les performances du site en matière de gestion des odeurs et faire le lien entre d'éventuels dépassements et les conditions de production
- Prendre des mesures correctives proactives
- Assurer une communication transparente avec toutes les parties prenantes

Calendrier de surveillance

Objectif : Assurer un suivi régulier et systématique tout au long de l'année

Surveillance accrue lors des périodes de pointe de production et/ou des conditions météorologiques défavorables (température ou humidité élevées)

- Périodes de production de pointe : Surveillance quotidienne pendant les heures de fonctionnement
- Conditions météorologiques défavorables : Surveillance renforcée, avec ronde toutes les quatre heures pour évaluer l'impact des conditions météo sur les niveaux d'odeur
- Surveillance régulière : En dehors des périodes de pointe, rondes d'observation des odeurs une fois par semaine

Ce résultat estimé encourageant est uniquement déclaratif et ne repose sur aucune étude chiffrée sur d'autres sites de même nature. Il est théoriquement satisfaisant mais le sujet étant technique une expertise par un organisme indépendant est nécessaire car les riverains n'auront plus aucun recours par la suite.

EAUX DE SURFACE, EAUX SOUTERRAINES ET TRAITEMENT DES EAUX USEES

L'emprise du projet n'est pas située dans un périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable.

L'Etude d'Impact précise que la conception du projet intègre la sobriété en termes de consommation de la ressource en eau à chaque étape du process.

Le projet prévoit de maintenir l'équilibre quantitatif de la ressource en eau de surface et souterraine en veillant :

- A respecter l'adéquation besoins/ressources (eau potable et assainissement) ;
- A ce que les prélèvements ne dépassent pas la part renouvelable de la ressource ;
- A mettre en place des limitations spécifiques en période de sécheresse.

Le prélèvement dans la nappe est compensé par un recyclage des eaux de pluie et une réduction de la consommation d'eau.

Le traitement des eaux usées est assurée par la station d'épuration de Garons d'une capacité nominale de 7 000 EH.

III. ORIGINE ET UTILISATION DE L'EAU

III.1. CHOIX DES RESEAUX

Conformément au règlement d'urbanisme, l'usine sera raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable. Les débits de distribution du réseau étant compatibles avec les besoins de Virbac Nutrition.

Afin de pallier les périodes de tension hydrique et de sécheresse, ce raccordement sera complété d'autres ressources :

- Forage en nappe, cette dernière pouvant fournir le volume suffisant. Elle ne sera toutefois pas sollicitée en période de sécheresse (cuves de réserve d'eau alimentées hors périodes de tension hydrique),
- Réseau BRL pour la protection incendie.

III.1.4 INCIDENCES DES PRELEVEMENTS DANS LE MILIEU NATUREL

Un forage sera réalisé afin de disposer d'une ressource alternative pour les besoins en eau du site, en période de sécheresse.

Ainsi, la quantité maximale prélevée sera au plus égale aux besoins annuels. La profondeur du forage sera inférieure à 50 m.

Un second forage sera utilisé pour le fonctionnement de la géothermie.

III.2.3.5 Incidences des rejets en eaux usées industrielles

Source : <https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC/fiche-060930125002>

La station d'épuration de Garons dispose d'une capacité de traitement nominale de 7 000 équivalents habitants (EH). Compte tenu des niveaux de rejet envisagés pour le projet en DBO₅, l'activité contribuera à environ 3% de la capacité de traitement de la station.

L'Etude d'Impact de la société VIRBAC précise que la consommation en eau sera lissée dans le temps et qu'à ce titre l'impact sera inexistant.

Le niveau des réserves d'eau situé sous la surface de l'emprise se régule naturellement et dépend en grande partie des aléas climatiques. La solution d'utiliser un forage comme solution alternative en période de sécheresse pour le fonctionnement de l'usine pourrait avoir des incidences sur les riverains.

En conclusion, même si celles-ci peuvent être limitées, la commune de Garons devrait supporter la quasi-totalité des nuisances liées au projet de création d'une usine de production d'aliments et de produits de soin pour animaux sur la ZAC MICRA :

- **Nuisances routières aux accès Ouest de Garons ;**
- **Nuisances olfactives éventuelles en fonction de l'efficience du dispositif préconisé par l'industriel ;**
- **Risque d'appauvrissement de la nappe souterraine en cas de déficit en eau pluviale ;**
- **Utilisation de la station d'épuration de Garons.**

